

Le statut quo n'est pas acceptable.  
Si la police est toujours derrière la porte prête à menotter et expulser, nous toutes et tous signataires de l'Appel d'Elles sommes prêt·e·s à défier cette violence et à nous mobiliser à nouveau autrement pour la protection des femmes migrantes, sans craindre d'être accusé·e·s de délit de solidarité. Le destin des plus fragiles ne peut pas être laissé dans les mains d'une administration sans scrupules.



Simonetta Sommaruga  
Conseillère fédérale  
Palais Fédéral ouest  
CH 3003 Berne



Chère Mme Sommaruga,  
pour faire reconnaître  
les viols et les violences  
comme motif d'asile,  
je soutiens  
l'appel d'elles et je vous  
invite à agir.

Lieu, date

Nom

Signature